

IDÉES

ENTREPRISES

Trois emblèmes
de la stature du dirigeant

PAR PIERRE-YVES GOMEZ

Le rapport Viénot, premier code de gouvernance des grandes entreprises françaises cotées, date de 1995. Depuis vingt ans, une série de textes réglementaires et de lois ont cherché à transformer ce premier essai, afin d'accroître les pouvoirs de contrôle, notamment ceux du conseil d'administration, sur les dirigeants. Le statut des dirigeants des sociétés du CAC 40 en a-t-il pour autant été affaibli sous l'effet d'une démocratisation du gouvernement des entreprises ? Trois exemples spectaculaires, pris dans l'actualité d'une seule semaine d'octobre, montrent au contraire combien leur pouvoir demeure prépondérant.

Le 20 octobre, la mort accidentelle de Christophe de Margerie, PDG de Total, a provoqué une émotion médiatique considérable. Ses qualités humaines et professionnelles méritaient sans aucun doute un hommage, mais celui-ci a pris la forme remarquable d'une déploration nationale à laquelle s'est associée la quasi-unanimité des politiques comme des hommes d'affaires. Par contraste avec l'absurdité tragique des circonstances de sa mort, le discours public a fait le panégyrique du chef suprême dont la plus grande entreprise française se trouvait injustement privée. M. de Margerie a été assimilé à Total, à son destin et à celui de ses 96 000 salariés, statufié dans ce que Max Weber appelle « *la domination charismatique du dirigeant* », caractérisée par « *la grâce personnelle et ex-*

traordinaire d'un individu » (*Le Savant et le Politique*, Plon, 1959).

Le 24 octobre, l'affaire de la retraite chapeau de Gérard Mestrallet, président de GDF Suez, a offert un autre aspect du statut symbolique des grands patrons. M. Mestrallet percevra, après son départ, 831 641 euros au titre de sa retraite complémentaire, que l'entreprise lui versera chaque année jusqu'à son décès pour récompenser les quinze ans passés à la direction de Suez et les six à la tête du groupe né de la fusion entre GDF et Suez. Le montant de cette rente a pu choquer même le ministre de l'économie, mais il ne fait que manifester les écarts de salaires désormais établis entre les Français, et qui se retrouvent tout naturellement dans les écarts de retraites. La retraite moyenne annuelle en France étant de 15 456 euros (*Les Retraités et les retraites*, Dress, 2014), Gérard Mestrallet touchera au seul titre de cette retraite complémentaire au moins cinquante-quatre fois plus qu'un Français moyen. C'est le reflet d'une société.

ÉVERGÉTISME

Le 27 octobre, enfin, l'inauguration de la Fondation Louis Vuitton, créée par Bernard Arnault, principal actionnaire et PDG du groupe LVMH, a mis en lumière une troisième manifestation de la puissance des grands dirigeants : la capacité à faire bénéficier le public de leurs richesses, démarche que les historiens appellent l'évergétisme. Dans l'Antiquité, l'évergète assurait la protection des arts à la place de l'Etat, et une des plus célèbres figu-

res d'évergète fut Mécène, ami de l'empereur Auguste, dont le nom est devenu commun. Aujourd'hui, l'édifice magnifique dû à l'architecte Frank Gehry a été inauguré par le président de la République et le mécène Bernard Arnault, qui a pu déclarer : « *C'est un cadeau à Paris et aux Parisiens.* » Considéré comme l'homme le plus riche de France, le dirigeant de LVMH a contribué personnellement, par sa fortune, à la politique culturelle française.

Ces exemples présentent trois traits communs : la forte personnalisation des dirigeants du CAC40, considérés comme des chefs incarnant leur entreprise ; la gloire et la richesse qui se manifestent à travers eux et qui en font des « grands » au sens que l'Histoire donne à ce mot ; enfin, dans les trois cas, l'alignement de la puissance publique sur cette puissance privée.

Au cœur de notre société démocratique, le pouvoir réel et symbolique s'exprime, dans les entreprises géantes, dans des formes très traditionnelles. C'est une réalité qu'il faut prendre en compte pour déchiffrer notre système politique dans son ensemble. ■

Pierre-Yves Gomez

est professeur
de management
stratégique et directeur
de l'Institut français
de gouvernement
des entreprises à l'EM-Lyon
Business School